

Le faux débat sur le blé

Souveraineté, autonomie, indépendance, résilience alimentaire... Chacun y va de son commentaire, certains s'affolant de voir les céréaliers français vendre leur blé à tour de bras à l'étranger, alors que nos concurrents stoppent leurs ventes.

EXPORTATION

En ces temps de surenchères médiatiques anxiogènes, les exportations de céréales ont fait la une des journaux télévisés, faisant planer la crainte d'une pénurie alimentaire. On pourrait se demander, devant la façon dont a été traité le sujet, à qui profite le crime ? On pourrait aussi s'inquiéter de cette vision nationaliste, qui pointe comme une aberration, le fait de ne pas stopper nos ventes à des pays en large déficit alimentaire.

Les exportateurs français en première ligne

Nous arrivons en fin de campagne, et les Russes exporteront autant que ce qui était prévu dans les bilans, coronavirus ou pas. Comme la Roumanie, qui a très brièvement stoppé ses ventes, la Russie a peu de disponibilités en magasin, et le relais français était attendu si le taux de change le permettait. Donc oui, les exportateurs français sont en première ligne, et les agriculteurs peuvent engranger de meilleurs prix sur cette fin de campagne.

À ceux qui évoquent une flambée des prix, rappelons que le prix moyen coté sur le marché à terme pour la campagne en cours s'affiche pour l'instant à 183 €/t contre 195 €/t en 18/19 et 188 €/t sur la moyenne décennale 2007-2018.

À ceux qui évoquent une pénurie, rappelons qu'au fur et à mesure où les objectifs export sont révisés à la hausse par FranceAgriMer, notre bilan s'alourdit. La forte baisse de la demande française en alimentation humaine et dans le secteur des alcools s'ajoute désormais au recul en ali-

Dans le marché international du blé, qui représente environ 23 % de la production mondiale, moins de 10 pays subviennent à 100 autres.



AUTONOMIE NE VEUT PAS DIRE REPLI SUR SOI

mentation animale constaté depuis plusieurs mois. Du coup, notre stock de report de blé n'est pas en danger, même s'il mérite d'être surveillé en fonction des prévisions sur la prochaine récolte.

À ceux qui évoquent une production qui n'aurait vocation qu'à être tournée sur nos seuls besoins, rappelons que dans le marché international du blé, qui représente

environ 23 % de la production mondiale, moins de 10 pays subviennent à 100 autres. Fermer ses frontières relèverait aujourd'hui d'une irresponsabilité totale, quand des centaines de millions de personnes dépendent, pour leur survie, des exportations en céréales de quelques pays. Que l'Égypte, qui a encore en mémoire les émeutes de la faim de 2008, veuille accroître ses stocks stratégiques, est une bonne nouvelle. Comme le plaide Sébastien Abis, directeur du club Demeter, nous devons tendre vers une « souveraineté alimentaire solidaire », les pays du bassin méditerranéen, et plus généralement les pays africains, ayant encore besoin de trouver des semences, des céréales, du lait sur les marchés internationaux.

Le blé n'est donc pas le bon angle d'attaque, dans ce débat sur l'approvisionnement alimentaire des Français. Et autonomie ne veut pas dire repli sur soi. Le nerf de la guerre reste économique. Et en agriculture, on a le droit de viser une balance excédentaire, quand c'est ce qui permet de rester compétitif.

Limiter les risques de rupture d'approvisionnement

Pour autant, il nous faut nous interroger sur certaines dépendances aux importations, que la crise du Covid-19 a mises en lumière, moins par risque de pénurie mondiale que par rupture des circuits d'approvisionnement. On estime ainsi qu'un jour et demi par semaine, les Français consomment exclusivement

des produits importés. Il est bon de rappeler que pour l'alimentation des animaux de rente français, le recours aux importations représente moins d'une demi-journée par semaine ! Nous sommes en effet un grand pays agricole avec des ressources en fourrages très importantes. Certes, nous restons dépendants du soja d'importation, mais nous avons su en limiter le recours au fil des quinze dernières années de façon conséquente (baisse de 38 % des importations). De nombreuses alternatives sont étudiées depuis des années, et celle prometteuse, d'un soja produit en France, demandera une implication de toute la chaîne alimentaire, du semencier au consommateur. Cette légumineuse nationale a toutes les vertus, remettant de la diversité dans les assolements, limitant le recours aux intrants (notre dépendance en ressources fossiles semble bizarrement peu faire débat), éloignant le spectre de la déforestation et des OGM. Mais, il coûtera toujours plus cher de produire cette très bonne matière première en France plutôt qu'au Brésil. Il faudra donc que tout au long de la chaîne, la propension à payer un peu plus soit au rendez-vous.

Patricia Le Cadre, Céréopa

En bref

COORDINATION ENTRE SCIENCE ET SOCIÉTÉ

Syndicalisme Participant à un appel paru le 9 mai dans le quotidien Le Monde, signé par « quarante-quatre médecins, chercheurs, philosophes, militants associatifs, entrepreneurs et syndicalistes », la présidente de la FNSEA Christiane Lambert et le porte-parole de la Confédération paysanne, Nicolas Girod, proposent la création d'une nouvelle « instance destinée à coordonner le dialogue » entre experts et société. Pour les signataires, une telle instance se justifie car « l'efficacité et les conséquences sociales des solutions que proposent sciences et médecine dépendent du contexte de leur application. »

CONTRE LES AIDES AU STOCKAGE PRIVÉ

Lait « Les stocks accumulés viendront peser sur les prix pendant de longs mois, comme à la suite de la crise de surproduction laitière de 2015-2017 », proteste Sophie Lenaerts, responsable de la section lait de la Coordination rurale (CR), dans un communiqué du 7 mai. « Ces mesures sont prises au profit de l'industrie de la transformation, et non pour les producteurs ». La CR souhaite la mise en place d'un programme de réduction volontaire de la production coordonné au niveau européen.

UN MANIFESTE POUR UNE SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE SOLIDAIRE

FNSEA Le 6 mai, la FNSEA a présenté ses propositions pour l'après-crise sanitaire. La souveraineté alimentaire version FNSEA sera « d'abord ouverte, responsable et européenne », a résumé la présidente du syndicat Christiane Lambert. Ce plan est formulé en quatre axes. Le premier axe est un « pacte avec la société et l'État », par lequel les agriculteurs s'engageraient à mener la transition écologique, en contrepartie du soutien des citoyens et des pouvoirs publics. Le deuxième axe porte sur la réorientation des politiques publiques. Le troisième vise à « faire de la souveraineté alimentaire un enjeu stratégique pour la France et l'Europe ». Dans le dernier axe, intitulé « Il faut plus d'Europe ! » la FNSEA vise un budget « ambitieux » pour la Pac.

RETROUVER UNE PLUS GRANDE COMPÉTITIVITÉ

La crise sanitaire actuelle va déboucher sur une crise économique inévitable, où le pouvoir d'achat pourrait avoir raison du vouloir d'achat (notamment local). Les inégalités vont se renforcer, et les injonctions à changer de modèle alimentaire prôné par ceux qui en ont les moyens, ne peuvent pas deve-

nir la règle. Nous avons besoin de tous les systèmes agricoles pour répondre à une demande diverse. Et nous avons besoin de tous les marchés pour atteindre une performance qui est la seule clé de notre souveraineté. Cela ne veut pas dire que notre agriculture, nos assolements ne doivent pas

évoluer, notamment pour relever le défi environnemental. Le blé devra céder du terrain. Mais vouloir limiter nos exportations serait contre-productif, et vouloir stopper les produits agricoles d'entrée de gamme majoritairement importés relève d'une incantation... À moins de permettre à l'agricul-

ture française de retrouver une plus grande compétitivité. Cela nécessite de s'interroger sur la répartition des marges, sur la surtransposition des normes européennes dans notre pays et de s'attaquer enfin, à une incontournable harmonisation des charges (fiscalité, salaires) avec nos voisins européens.